

VILLE d'ANDRESY - DIRECTION GENERALE
MR/HB

Question n° 13

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL d' ANDRESY - SEANCE du 03 JUILLET 2014

**Objet : PRESCRIPTION de
MISE en REVISION de la
ZONE de PROTECTION du
PATRIMOINE
ARCHITECTURAL URBAIN
et PAYSAGER (ZPPAUP) en
VUE de la CREATION d'une
AIRE de MISE en VALEUR de
l'ARCHITECTURE et du
PATRIMOINE (AVAP)**

DATE de CONVOCATION
27 juin 2014

NOMBRE DE CONSEILLERS

en exercice

33

Présents

26

Votants

33

L'an deux mille quatorze, le trois juillet à 20 h 30,

Le CONSEIL MUNICIPAL légalement convoqué, s'est
assemblé à l'Hôtel de Ville sous la présidence de **Monsieur
RIBAUT, Maire.**

Etaient présents : M. RIBAUT – Maire –
M. FAIST – M. MAZAGOL – Mme GENDRON –
Mme MONTERO-MENDEZ – M. BRIAUT –
Mme HENRIET - M. DOS SANTOS – Mme LABOUREY -
M. MARQUE – M. De RUYCK – M. ANNE – Mme FAGE
- M. BIZOT – Mme DOLE - Mme BENILSI -
M. AUDEBERT - Mme BAILS – Mme PERROTO –
Mme MUNERET - M. MARTZ - M. TAILLEBOIS –
M. FROT - Mme ALAVI – M. WASTL - M. DAREAU.

Absents ayant donné pouvoir :

Mme CECCALDI pouvoir à M. RIBAUT
Mme POL pouvoir à Mme MONTERO-MENDEZ
Mme LE BIHAN pouvoir à Mme HENRIET
M. GOXE pouvoir à M. FAIST
M. LAGHNADI pouvoir à M. BRIAUT
Mme MENIN pouvoir à Mme PERROTO
M. BAKONYI pouvoir à Mme MUNERET

En application de l'article L 2121.15 du Code Général
des Collectivités Territoriales, **Madame BAILS a été
désignée à l'UNANIMITE Secrétaire de séance.**

Monsieur le Maire rappelle que la Zone de Protection du
Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) a été
annexée au Plan Local d'Urbanisme (PLU) par arrêté du
Maire en date du 30 octobre 2008. Une ZPPAUP est un outil
de protection et de mise en valeur du patrimoine existant ainsi
que du paysage, qu'il soit urbain ou non.

La loi du 12 juillet 2010, dite « Grenelle II », prévoit que les
ZPPAUP deviendront caduques cinq ans après sa publication
et qu'elles devront être remplacées par des Aires de mise en
Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP). Ce délai a
été porté à six ans par la récente loi du 24 mars 2014 dite
« Loi ALUR ».

L'AVAP conserve les principes fondamentaux de la ZPPAUP. Elle a donc vocation à s'y substituer en intégrant notamment, à l'approche patrimoniale et urbaine de celle-ci, les objectifs du développement durable. Elle propose ainsi une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux, notamment ceux relatifs à l'énergie, et une meilleure concertation avec la population.

La Commune d'Andrésy, au travers de l'actuelle ZPPAUP, a déjà pour partie anticipé sur ces orientations. Comme ce document d'urbanisme ne portera effet que jusqu'au 12 juillet 2016, il convient donc de créer une AVAP. Le périmètre de l'AVAP, basé sur celui de la ZPPAUP, pourra connaître quelques ajustements en fonction des résultats de l'étude qui sera lancée.

Monsieur le Maire indique que la législation prévoit la création d'une Commission Locale de l'AVAP comprenant maximum 15 membres. Comme le prévoient les articles L.642-5 et D.642-2 du Code du Patrimoine, cette commission, dont la composition précise et nominative fera l'objet d'une délibération ultérieure, devra néanmoins être constituée comme suit :

- Le Maire, Président de la Commission Locale de l'AVAP
- Minimum 5 représentants de la collectivité compétente : il est proposé désigner les 6 membres de la Commission municipale « Urbanisme – Environnement et transports »
- Le Préfet des Yvelines ou son représentant,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles ou son représentant,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,
- 4 personnes qualifiées, dont deux au titre de la protection du patrimoine, et deux au titre des intérêts économiques concernés
- L'architecte des Bâtiments de France qui assiste à la Commission avec voix consultative

Monsieur le Maire ajoute que la délibération de mise à l'étude d'une AVAP doit préciser les modalités de la concertation. Il est proposé que la concertation soit assez proche de celle adoptée par le Conseil Municipal du 10 juin 2011 pour la mise en révision du PLU :

- Affichage de la présente délibération à la Mairie-Annexe pendant toute la durée des études nécessaire à l'élaboration du projet d'AVAP,
- Publication d'articles dans le bulletin municipal et sur le site internet de la Ville,

- Organisation d'une ou plusieurs réunions publiques,
- Exposition de panneaux dans le hall de la Mairie-Annexe,
- Mise à disposition du public d'un registre de concertation en Mairie-Annexe,
- Constitution d'une Commission Locale de l'AVAP.

Monsieur le Maire précise la procédure de création de l'AVAP :

- Information de la Commission Locale de l'AVAP qui rend un avis sur le rapport de présentation auquel est annexé le diagnostic ainsi qu'un document graphique,
- Présentation du bilan de la concertation au Conseil Municipal qui arrête par délibération le projet d'AVAP,
- Transmission au préfet de la délibération et de l'ensemble du dossier,
- Avis de la Commission régionale du patrimoine et des sites,
- Saisine des Personnes Publiques mentionnées au b de l'article L123-6 du code de l'urbanisme pour un examen conjoint du dossier,
- Enquête publique,
- Avis de la Commission Locale de l'AVAP sur les résultats de l'enquête publique,
- Saisine du préfet pour accord sur le projet,
- Création de l'AVAP par délibération du Conseil Municipal,

Il est donc proposé à l'Assemblée de mettre à l'étude une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, de constituer la Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et d'approuver les modalités de la concertation.

Vu le code du Patrimoine et notamment les articles L.642-1 et suivants et D.642-1 et suivants,

Vu le code de l'Urbanisme, et notamment son article L.300-2

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle II »,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « ALUR »,

Vu le Décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine,

Vu la circulaire en date du 2 mars 2012 relative aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine,

Vu la délibération en date du 10 juillet 2008 approuvant la ZPPAUP,

Vu l'arrêté en date du 30 novembre 2008 annexant la ZPPAUP au PLU,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme, Environnement et Transports du 23 juin 2014,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances du 24 juin 2014,

Considérant qu'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) peut être créée à l'initiative de la Commune, sur un territoire présentant un intérêt culturel, architectural, urbain, paysager, historique ou archéologique,

Considérant qu'une AVAP vise à promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces, dans le respect du développement durable ; qu'elle est fondée sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental prenant en compte les orientations du projet d'aménagement et de développement durables du Plan Local d'Urbanisme (PLU), afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir, ainsi que l'aménagement des espaces,

Considérant que, pour les raisons exposées ci-dessus, la ZPPAUP deviendra caduque le 12 juillet 2016,

Considérant qu'une Aire de mise en Valeur du Patrimoine Architectural et Paysager (AVAP) est un nouvel outil de protection du patrimoine bâti ou paysager permettant de répondre à cet objectif, dans le respect du développement durable,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par

MAJORITE (AOC)	23 VOIX POUR
OPPOSITION (AD)	06 VOIX POUR
GROUPE (AER)	04 VOIX POUR

Soit un VOTE à l'UNANIMITE POUR

DECIDE

ARTICLE 1 : de prescrire la mise à l'étude de la création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Article 2 : de créer une Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine composée comme suit :

- Le Maire, Président de la Commission Locale de l'AVAP
- Les 6 membres de la Commission municipale « Urbanisme – Environnement et transports »
- Le Préfet des Yvelines ou son représentant,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles ou son représentant,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,
- 4 personnes qualifiées, dont deux au titre de la protection du patrimoine et deux au titre des intérêts économiques concernés
- L'architecte des Bâtiments de France qui assiste à la Commission avec voix consultative

Article 3 : d'approuver les modalités de la concertation suivantes :

- Affichage de la présente délibération à la Mairie-Annexe pendant toute la durée des études nécessaire à l'élaboration du projet d'AVAP,
- Publication d'articles dans le bulletin municipal et sur le site internet de la Ville,
- Organisation d'une ou plusieurs réunions publiques,
- Exposition de panneaux dans le hall de la Mairie-Annexe,
- Mise à disposition du public d'un registre de concertation en Mairie-Annexe,
- Constitution d'une Commission Locale de l'AVAP.

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter, auprès de l'Etat, du Conseil Général et tout autres partenaires, les subventions aux taux maximum pour cofinancer les études préalables à la création de l'AVAP.

Article 5 : dit que les crédits sont prévus au budget de la Commune.

Article 6 : d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents et actes relatifs à ce dossier.

Article 7 : La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant une durée d'un mois en Mairie et sur tous les panneaux d'affichage administratif de la Ville.

Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,

Andrésey, le **QUATRE JUILLET DEUX MILLE QUATORZE.**



Le Maire,

Hugues RIBAUT.

Vice Président de la Communauté
D'Agglomération des Deux Rives de Seine